

# LUTTE OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES  
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES  
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA  
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE  
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

## SOMMAIRE

	Pages :
EDITORIAL: L'ESPAGNE	1
LE PAPE EN BALLADE	3
LA CRISE BANANIÈRE	5
LE BUDGET DES D.O.M.	10
LA GRÈVE AUX P. & T.	12
LA CHINE A L'ONU.	14
LA GUINÉE	16

# EDITOIRIAL

ESPAGNE :

LA

DICTATURE

FRANQUISTE

A L'ŒUVRE

" Barricades, voitures incendiées, vitrines saccagées, heurts avec la police : Barcelone a connu une soirée agitée lundi. Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues, en criant "liberté !", "Amnistie !", "Assez de crimes !", pour protester contre le procès de Burgos.."

" A 19h. 30, trois mille personnes s'étaient rassemblées sur la place de Catalogne au coeur de la capitale catalane. Dispersées par la police, elles se regroupèrent sur les "ramblas" (avenues) de la ville, où elles interrompirent la circulation, et tentèrent de construire des barricades, tout en chantant l'Internationale. La foule, compacte, tint tête pendant une heure à la police, qui chargea à plusieurs reprises.

En même temps, des "commandos" isolés ou des groupes plus nombreux se manifestaient en divers points de la ville, bloquant la circulation, mettant le feu à quelques véhicules, brisant les vitres de plusieurs banques et de l'Institut d'études nord-américain."

Tel est le climat dans lequel s'est ouvert le procès des 16 militants de l'E.T.A., organisation nationaliste du Pays Basque.

Dans cette province même, de nombreuses grèves et manifestations, dont une grève politique ont été largement soutenues par la population.

Une chose est sûre, c'est que la dictature franquiste n'aura pas réussi à intimider la population malgré l'occupation du Pays Basque par l'armée franquiste. Et dans le reste de l'Espagne, la classe ouvrière a montré clairement qu'elle n'entendait pas rester passive devant le nouveau crime que Franco et sa bande veulent perpétrer contre des militants qui luttent contre l'oppression.

Les 16 accusés n'auront rien à attendre des tribunaux militaires franquistes qui auront fait semblant de les "juger". D'ailleurs, les conditions de cette parodie de procès sont si scandaleuses que les avocats des accusés ont récusé leurs juges. Il n'y a pas d'illusion à se faire. Ces juges n'ont-ils pas déclaré par avance que 6 accusés allaient être condamnés à mort !

En fin de compte, ce sont l'ampleur et le caractère plus ou moins énergique des protestations qui se dérouleront pendant le procès qui sauveront ou pas les 6 condamnés à mort avant jugement.

Si les manifestations de la classe ouvrière continuent à se développer non seulement dans le Pays Basque, mais encore dans toute l'Espagne, les bourreaux franquistes hésiteront à exécuter leur forfait.

Mais quelle que soit leur décision, qu'ils veuillent faire preuve de "fermeté" ou qu'ils cèdent devant la pression populaire, ils n'auront rien gagné. Car ni l'assassinat des six militants de l'E.T.A., ni à plus forte raison une "clémence" des "juges" ne changeront rien au fait que les clameurs et les actes de ceux qui veulent abattre la dictature prennent toujours plus d'ampleur.

Trente ans après sa sanglante défaite, le prolétariat espagnol est en train de se mobiliser, de s'organiser pour abattre celui qui fut leur sanglant vainqueur.

Le temps de l'intimidation est en train de prendre fin, en Espagne.

Le Pape vient d'accomplir un long périple dans les pays d'Asie. Après avoir accordé la bénédiction aux pakistanais qui meurent de faim, il est passé par les Philippines où règne un dictateur maintenu en place grâce à l'appui des américains. Là, plus de peur que de mal, le pape échappe à un attentat. Plusieurs manifestations ont lieu dont l'une contre un haut dignitaire de l'Eglise, estimé trop riche pour prêcher la pauvreté aux autres.. Entre deux cérémonies officielles, Paul VI va rendre visite aux pauvres, en demandant aux riches d'être plus compréhensifs, plus justes envers les pauvres !

Vieilles litanies !!

D'ailleurs tout en déplorant la misère Paul VI, condamne les seuls moyens par lesquels les pauvres peuvent combattre les causes et les responsables de leur misère : la violence. Paul VI, sortant de sa voiture de luxe, monte sur le toit d'un vieux camion pour condamner la violence des pauvres, leur prêcher la résignation et leur demander d'attendre que la générosité des riches viennent adoucir leur misère.

Dans un monde chaotique où la violence est la seule méthode par laquelle les problèmes des hommes peuvent être résolus, jusqu'à nouvel ordre, cela veut dire : "Restez dans votre crasse et votre misère".

D'ailleurs c'est bien pour dire cela que le Pape a fait sa tournée. Lui, comme l'Eglise qu'il représente ont toujours été les serviteurs zélés du capitalisme. Pendant que celui-ci accumule par la chair et le sang, de l'ouvrier des profits énormes, l'Eglise et ses papes et ses cardinaux et jusqu'à ses curés prêchent la résignation, l'attente

LE

PAPE

EN

BALLADE

d'un monde meilleur après la mort, cherchant ainsi à détourner les travailleurs de la lutte contre l'exploitation.

L'Epoque que nous vivons est caractérisée précisément par une lutte intense des masses exploitées de par le monde, et sous toutes les formes.

Des hommes sans cesse se battent pour une vie meilleure et contre l'exploitation. Ici certains ne se sont pas encore remis des défaites ou de démoralisations passées, là d'autres luttent les armes à la main. Mais partout le combat des opprimés, même inconsciemment, vise un seul but : débarrasser la planète des vampires qui sucent le sang des travailleurs.

Le rôle de Paul VI et de son église, ses discours, où il mêle de violentes dénonciations contre la violence révolutionnaire et des conseils de prudence et de bonté aux exploités, sont là pour l'éclairer.

IGNACE

UN MOUVEMENT DECLENCHE PAR LES GROS

ET POUR EUX !

A PROPOS

DE LA

CRISE

BANANIÈRE

Il est bien évident que des "messieurs" comme CABRE, LIGNERES, etc... n'ont pas fait la grève de l'expédition de bananes pour défendre les petits producteurs de bananes. Ce serait pure folie que de croire une telle chose. Car ces mêmes messieurs qui, aujourd'hui, réclament, revendiquent, et sont en colère, ce sont les mêmes qui, par le contrôle de la commercialisation de la banane, exploitent, volent les petits planteurs. Ce sont eux qui font travailler des ouvriers agricoles pour des salaires misérables dans leurs plantations. Ces mêmes "messieurs", ce sont eux qui déversent des désherbants qui détruisent les produits des champs voisins, le plus souvent appartenant à de petits cultivateurs !

Jetons un coup d'oeil sur les différents aspects de l'économie bananière et là comme dans toutes les questions sociales et économiques nous verrons apparaître nettement deux situations, deux points de vue, ceux de l'exploiteur et ceux de l'exploité, sous la forme du petit agriculteur, ou sous celle de l'ouvrier agricole.

REPARTITION DES TERRES DANS LA BANANE.

La banane fera son apparition très tôt aux Antilles, mais c'est de 1920 que datent les premières

exportations de bananes vers la Métropole. Depuis lors, la production de bananes n'a fait qu'augmenter au point de devenir l'un des principaux produits d'exportation des Antilles. Les bananeraies couvrent environ 8 000 ha de terres à la Guadeloupe et 10 000 ha à la Martinique.

La répartition de ces terres illustre bien la situation qui règne dans l'ensemble de l'agriculture antillaise. D'un côté, nous avons une minorité de gros propriétaires, de l'autre une masse de petits propriétaires. Voyons les chiffres :

Pour la Guadeloupe : (1)

	Nombre	Surface
Propriétaires ayant		
2 ha à 5 ha	1 375 (79 %)	1 970 (24,5 %)
5 ha à 20 ha	270 (15,5 %)	2 150 ha (27 %)
20 ha et plus (en fait plus de 100 ha )	95 (5,5 %)	3 810 (48,3 %)

Pour la Martinique : (1)

Les choses se présentent de la même manière, avec même une accentuation de la pauvreté des petits propriétaires. Il faut dire que la banane se cultive depuis plus longtemps à la Martinique et donc les Aubéry, Hayot et Cie. ont eu tout le temps de ruiner les petits producteurs.

(1) Chiffres de 1963 tirés des publications de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

	Nombre	Surface
Propriétaires ayant	2 793 dont	2 441 ha
1 ha à 5 ha	1 860 ont 1 ha	
5 ha à 20 ha	120	758 ha
20 ha et plus	164	5 301 ha

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et illustrent bien trois grandes catégories présentes dans l'agriculture : petits (misérables mêmes !), moyens (relativement à l'aise) et gros agriculteurs (dont les Hayot, Cabre et Cie qui possèdent des terres dans d'autres domaines et par centaines d'hectares !).

#### SITUATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

Ils se présentent chaque jour où il y a du travail à la plantation, comme une masse de chômeurs. Personne n'a de place garantie. Le travail se fait à la tâche. Pour tout salaire, un travailleur de la banane peut espérer avoir autour de 300 F pour un mois. Et c'est en cas de chance !

Les travailleurs de la bananes sont à la merci des patrons. Le chômage est devenu si répandu qu'il est facile même d'aiguiser la concurrence entre ouvriers pour obtenir un emploi. Il n'existe aucun syndicat. Les "mauvaises" têtes sont licenciées purement et simplement.

#### LA COMMERCIALISATION DE LA BANANE

Là aussi, se manifeste l'emprise des gros planteurs ; car pour exporter sa production en France, le producteur doit passer par la Compagnie Générale Transatlantique qui possède le monopole du transport France-Antilles et vice-versa. Les tarifs de la C.G.T. sont parmi les plus élevés, au cours mondial. D'autre part, pour être exportateur, il faut s'engager à fournir 10 tonnes par mois et bénéficier de la couverture financière d'un organisme bancaire. Si bien que seuls quelques dizaines de producteurs, les plus gros évidemment,

peuvent remplir de telles conditions. Et en fait, la SICA-ASSOBAG n'est qu'un organisme permettant aux gros d'avalier, à bas prix, la production des petits.

Achetée à 0,20F, 0,25F, la banane se revend 10 fois plus cher en France. Les petits producteurs n'ont aucun contrôle sur leur produit quand ils tentent de se grouper pour exporter eux-mêmes. Et cela montre le caractère utopique des positions de certains nationalistes qui prêchent l'organisation de coopératives de producteurs à tout bout de champ. Car, les banques sont aux côtés des Cabre, Aubéry, etc... ; car les Cabres-Lignièrès et Cie sont capables de faire monter le prix des bananes pour décourager l'entreprise des petits planteurs qui se groupent. C'est un vieux moyen qui a été utilisé par Lignièrès il n'y a pas si longtemps. D'autre part, ces coopératives devraient franchir des barrières puissantes pour parvenir à contrôler effectivement leurs produits, de l'embarquement au déchargement dans les ports français. Or sans ce contrôle, les gros, plus la CGT, plus les intermédiaires en tous genres s'entendent toujours pour déclarer que la banane de tel ou tel groupe de planteurs est arrivée pourrie ! C'est pourquoi une association de gros planteurs comme l'ASSOBAG contrôle toute la production en Guadeloupe.

#### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOBAG :

On y trouve les deux Lignièrès, les Thionville, les Déravin, les Cabre, Butel, Valeau, Voisin, etc... Tous ces gens sont des gros propriétaires de terres à bananes. Et ce sont ces hommes qui, en fait, maintiennent les petits planteurs et les travailleurs dans la misère. Du reste, il suffit de considérer les "petites" gratifications qu'ils s'octroient, en tant que "responsables" de l'ASSOBAG, pour comprendre que ces gens là ne sont pas dans la misère : Lignièrès touche 100 000 NF par an, Robin de même, Cabre se contente de 60 000 NF et 3 500 NF par mois !! ces chiffres sont éloquentes.

#### LA REPOSE DU GOUVERNEMENT AUX REVENDICATIONS DE CES MESSIEURS DE L'ASSOBAG.

On n'a jamais vu un ministre des DOM débarquer à la Guadeloupe avec une telle promptitude. Aussitôt connue la position des planteurs, H. REY, ministre actuel des "D et T (OM)" venait remettre à ces messieurs de l'ASSOBAG une enveloppe de 3 millions de NF. Lignièrès qui avait démissionné avant le mouvement de protestation (il ne faut pas être téméraire..!!), était là pour recueillir l'argent.

Quant aux petits planteurs, quant aux travailleurs les plus démunis touchant les plus bas salaires, ils ne bénéficieront en aucune manière de cette manne tombée du gouvernement. Mais ils peuvent tirer une leçon de ces événements c'est que le gouvernement colonialiste est généreux et diligent avec les riches - c'est-à-dire les capitalistes de la banane, et féroce avec les pauvres - qu'on se souvienne des condamnations de paysans pour dettes, des saisies de terre, des expulsions de Bord-Bois ; de Sainte-Anne etc...

Cette conclusion entraîne une autre, c'est que seules leurs propres luttes pourront réellement changer les conditions de vie et de travail des milliers de travailleurs agricoles et de petits paysans. Cette lutte là elle devra être menée contre les Valeau, Cabre et compagnie, mais aussi contre leur soutien principal : le gouvernement français, sa police et ses fonctionnaires.

GEORGES RASSAMY

LE BUDGET  
DES D.O.M. :  
DU  
BLA BLA BLA !

De plus en plus le sous-développement des Antilles s'accroît. Le peu d'industrie qui existait tend plutôt à disparaître. Pendant ce temps, les ministres et les députés ergotent sur la "création d'emplois nouveaux", sur "l'industrialisation" etc... Or il est manifeste que les cultures qui avaient fait la richesse des propriétaires fonciers, la canne et la banane, sont de moins en moins rentables pour ces mêmes gens. La banane des Antilles est facilement concurrencée par celle de l'Amérique Latine ou de l'Afrique, et le sucre de betterave s'est largement répandu dans toute l'Europe. Si bien que les travailleurs, les petits paysans, tous les gens les plus pauvres et les plus démunis sont perdant sur deux tableaux. D'une part, les Antilles sont sous-développées pour des raisons identiques à celles qui causent la stagnation de tout le "Tiers-Monde". D'autre part, c'est le règne de la propriété foncière. Les Antilles sont tenues d'importer tout ce qu'elles consomment ; et cela aggrave encore la misère des travailleurs.

Contrairement aux déclarations faites lors des débats sur le budget des D.O.M. au parlement, l'impérialisme ne peut développer l'économie des Antilles, ni prendre aucune mesure visant à lutter contre la misère. Car alors il faudrait toucher aux intérêts des sociétés anonymes du sucre, aux capitalistes de la banane, aux privilégiés des fonctionnaires, cela, le gouvernement ne peut le faire car tous ces gens là, c'est lui précisément qui les défend.

Il ne reste aux travailleurs antillais qu'à "choisir" l'émigration. Après avoir mis sur pied le BUMIDOM, qui canalise l'émigration, le gouvernement français prévoit au budget 1971 des D.O.M., l'affectation d'une somme de 1 300 000 francs lourds pour la recherche d'emplois nouveaux pour les travailleurs antillais... en Amérique Latine et ... au Canada !!!

L'impérialisme nous confond avec des pigeons voyageurs, ou nous considère comme une marchandise qu'on peut trimbaler d'un point à un autre du globe. Il est vrai que les ancêtres des travailleurs antillais de 1970 sont issus de tous les continents du monde. Mais enfin, ce n'est pas une raison pour continuer à faire voyager ainsi les travailleurs antillais. Les problèmes que cela pose, les questions de rupture des liens familiaux, d'adaptation, de tout cela, les colonialistes se moquent absolument.

Si les travailleurs ne veulent pas se laisser traiter comme des ballots de marchandises, ils n'ont rien à attendre du gouvernement colonialiste. C'est la lutte qui permettra de mettre fin à ces exploits colonialistes. Et nous avons tout à gagner à cette lutte.

Nous ne croyons pas qu'il sera possible, même dans l'avenir, d'industrialiser les Antilles, mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'une société démocratique, sans flics qui assassinent les travailleurs, sans privilégiés, sans parasites, une telle société est possible. Et ce n'est que la classe ouvrière, que l'ensemble des travailleurs qui pourront la bâtir. Nous ne construirons pas une économie industrialisée, mais nous bâtirons une société où il fera meilleur vivre que sous le régime colonialiste qui bafoue la dignité des peuples antillais et mitraille les travailleurs.

PAUL JEAN CHRISTOPHE

GRÈVE AUX

P. & T. :

ACTIONS A

LA PETITE

SEMAINE,

MAIS

PAS "UNE

SEMAINE

D'ACTION"

Il y a un mois de ça, se déroulait une semaine d'action, du 26 octobre au 31 octobre ; fait important, dans 30 départements, la grève a été appelée par les trois syndicats, F.O., C.G.T., C.F.D.T.

Plus de 200 000 postiers étaient dans l'action. On pensait que cela ne s'arrêterait pas là. Mais ce grand déploiement n'a débouché sur rien. Et un mois après, on remet ça ; mais dans des conditions moins bonnes. F.O. n'a pas appelé à la grève. La combativité est moins grande, car les objectifs sont confus. Pourtant dans certains points, la grève a marché.

Quelles revendications étaient présentées par les syndicats ?

Sur le plan Bureaux-Gares et Cen-

tres :

- 1'heure de nuit à 2 F
- prime de froid au transbordement.
- prime d'assujétissement.
- prime revalorisée pour les ouvriers du service dépoussiérage
- 40 h par semaine
- un samedi après-midi par mois.
- reclassement des catégories C. et D.

C'est beau et c'est long !

Mais ces revendications ne concernaient pas beaucoup de pos-

tiers. Et c'est peu mobilisateur. Par exemple, les agents en salle (brigade de jour) n'ont pas la revendication du service actif. Sans compter que cette accumulation de revendications de primes ne rime à rien.

D'ailleurs, les gars du dépoussiérage n'ont même pas été consultés à ce sujet, et ils ont eu droit à la prime ! Alors que le problème est celui de l'hygiène et donc de l'amélioration des conditions de travail. La prime n'empêchera pas la poussière de se déposer au fond des poumons des postiers.

De même, pour les autres primes, le problème est celui de les intégrer au salaires.

Toute cette pagaille de revendications n'est pas faite pour donner confiance aux postiers.

Encore une fois, c'est l'absence de démocratie ouvrière qui s'est fait sentir dans la grève ; non préparée en assemblée, non discutée dans ses objectifs, cela ne pouvait être qu'un échec.

Mais au fond, c'est peut-être là la visée des syndicats : démoraliser les postiers pour avoir un prétexte de ne rien faire ensuite.

NOEL CANTIUS

---

## LA CHINE

## A L'O.N.U.

Pour la première fois depuis que la question de la représentation de la Chine est débattue aux Nations Unies, c'est-à-dire depuis vingt-ans, une majorité s'est prononcée le vendredi 20 novembre pour l'admission de Pékin et l'expulsion de Formose. (51 voix pour, 49 contre, 25 abstentions).

Cependant, cette année encore la Chine de Mao Tsé Toung ne sera pas admise à l'O.N.U.. Avant de voter l'admission de Pékin, l'assemblée générale avait adopté une résolution présentée par les Etats-Unis et qualifiant la question de la représentation de la Chine de question importante dont la solution exige, dès lors, une majorité des deux tiers.

Un fait apparait nettement : c'est que le nombre des partisans de l'admission de Pékin à l'O.N.U. et de l'expulsion de Formose croît d'année en année, et les Etats-Unis auront beau manoeuvrer, ils ne pourront éviter l'entrée à plus ou moins brève échéance de la Chine de Mao-Tsé-Toung à l'O.N.U. et l'expulsion de Formose. Formose, qui depuis la prise du pouvoir en Chine continentale à la suite d'une guerre civile longue et coûteuse en vie humaine, par Mao Tsé Toung et ses compagnons, occupe le siège de la Chine à l'O.N.U. Le fait que la Chine de Mao compte 700 millions d'habitants ne gêne en rien les Américains pour qui seul Formose compte, car Formose est à leur dévotion, ce qui est loin d'être le cas pour Pékin.

Donc, cette année encore, la Chine avec ses 700 millions d'habitants sera maintenue hors du concert des Nations" comme l'écrivent les journalistes des puissances occidentales. Et nous leur laissons le soin d'épiloguer sur la chance qu'à la Chine d'être admise en 1971 ou 1972 ou... plus tard.

Quant à nous, nous ne pouvons nous empêcher de nous poser certaines questions. Que va faire la Chine de Mao Tsé Toung à L'O.N.U ? Quelle utilité cela représente-t-il pour les tenants du pouvoir à Pékin ? Si c'est pour dénoncer, comme ils prétendent le faire, l'impérialisme, ils pourront le faire tout aussi bien en dehors de l'ONU. Et d'ailleurs, qu'est-ce que l'O.N.U., sinon un organisme international aux mains de l'impérialisme mondial et surtout de l'impérialisme américain. N'est-ce pas l'O.N.U. qui avait décidé de l'envoi de troupes américaines en Corée, en 1950 ; n'est-ce pas cette même O.N.U. qui avait décidé l'intervention des casques bleus au Congo Léopoldville ? Et depuis la création de l'organisation des Nations Unies, ils sont rares les cas où l'on a vu l'O.N.U. intervenir en faveur des opprimés. Et le fait qu'elle ne puisse trouver une solution au problème vietnamien, à la crise du Moyen-Orient, au problème du sous-développement en général, montre sa nature. L'O.N.U. est au service de l'impérialisme mondial et les bavardages des hommes politiques et autres journalistes des puissances impérialistes sur l'avenir de l'O.N.U. ne sont destinés qu'aux bonnes âmes, défenseurs de la "fraternité entre les hommes".

Si la Chine, après une période durant laquelle elle a été coupée plus ou moins de toutes relations avec les puissances impérialistes, les nantis de ce monde, a décidé de changer de politique, de rentrer dans le "concert des nations", ce ne sera certainement pas pour dénoncer de manière plus violente, ni aider de manière plus efficace les peuples en lutte contre l'impérialisme mondial.

Bien au contraire. Car la reconnaissance de la Chine par un nombre de plus en plus grand d'Etats impérialistes, de même que son admission à l'O.N.U. ne pourrait se traduire que par un changement progressif dans l'attitude de Pékin face aux peuples qui luttent contre l'impérialisme. La violence verbale contre l'impérialisme cédera la place à un ton plus modéré et plus conciliant.

Et cela n'a rien d'étonnant. Car ce qui prime avant tout pour les dirigeants chinois, c'est l'intérêt national de la Chine. De par sa nature même, elle ne peut avoir d'autre politique. La Chine, contrairement aux affirmations de la plupart des courants révolutionnaires du monde et aux propres affirmations de ses dirigeants n'est rien d'autre qu'un état bourgeois. Sous-développé, certes, obligé de maintenir une attitude défensive face aux états bourgeois impérialistes, c'est aussi vrai, mais ce n'est en aucune manière un état créé par la classe ouvrière chinoise. Et de ce point de vue, il est parfaitement logique que la Chine tente de rompre son isolement et accepte d'entrer à l'O.N.U. dans l'avenir.

MARIANNE TIBUS

LA  
GUINÉE :  
L'IMPASSE  
DU  
NATIONALISME.

Le Dimanche 22 novembre, Radio-Conakry signalait que des mercenaires venant de pays limitrophes de la Guinée, et notamment de la Guinée Portugaise, ont débarqué vers 2 h du matin à Conakry dans le but de s'emparer du pouvoir.

Quelques instants après, on apprenait que Sékou Touré, président de la République de Guinée, dirigeait personnellement les opérations de résistance, après avoir lancé "un appel au peuple" et demandé l'intervention immédiate de troupes aéroportées des Nations-Unies.

Tard dans la journée, Radio-Conakry précisait que les déclarations des mercenaires capturés permettaient "de situer sans équivoque la responsabilité des pays impliqués dans l'agression".

Le gouvernement portugais, directement impliqué dans cette affaire par le gouvernement guinéen, qualifiait de fantaisistes ces accusations.

Une nouvelle tentative dans la nuit du Lundi au Mardi, aurait également échoué. Ces nouvelles furent confirmées par différentes personnalités un fonctionnaire de l'O.N.U. notamment, se trouvant à Conakry lors de l'annonce de ces événements.

Cependant, un doute persiste. Celui de la participation directe des forces armées portugaises à cette tentative de renversement de

Sékou Touré. Que Lisbonne ait vu d'un très bon oeil une tentative de renversement de Sékou Touré, n'est pas une hypothèse aberrante.

Le Portugal mène actuellement une guerre coloniale en Angola, en Mozambique et en Guinée Bissau, ce dernier pays ayant des frontières communes avec la Guinée de Sékou Touré ; et le chef de l'Etat Guinéen ne cache pas sa sympathie pour les maquisards de ces différents pays en lutte contre les forces armées portugaises. Souvent d'ailleurs, ces maquisards se réfugient en territoire guinéen ; et il semble même qu'ils y entretiennent des camps d'entraînement.

Cependant, le gouvernement Portugais a déjà suffisamment du mal à assurer "l'ordre" dans les territoires africains sous sa domination pour ne pas s'empêtrer dans une guerre avec la Guinée. Ce qui serait plus probable est que cette tentative de renversement de Sékou Touré vienne d'émigrés guinéens, victimes du dictateur guinéen et aidés de mercenaires. Car peu de temps après son accession à l'indépendance, Sékou Touré s'est heurté à tous les problèmes des pays sous-développés. Cherchant aide aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, il a été amené, dans son incapacité à résoudre les problèmes économiques à se transformer en un dictateur qui emprisonne tous les opposants politiques.

Les émigrés et mercenaires n'étant pas plus populaires que Sékou Touré ont échoué dans leur tentative, d'ailleurs non pas à cause d'un quelconque soutien populaire à Sékou Touré, mais à cause de leur infériorité numérique. S'ils avaient réussi, ils n'auraient fait que livrer la Guinée à l'impérialisme, alors que Sékou Touré, lui marchandant aux impérialistes les avantages qu'il leur accorde.

CRUXUS

## CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleur, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.